

# La gauche et le pouvoir

*Juin 1906 : le débat  
Jaurès - Clemenceau*

Gilles Candar  
Manuel Valls

Préface de Gilles Finchelstein

# La gauche et le pouvoir

Gilles Candar  
Manuel Valls

Préface de Gilles Finchestein

## SOMMAIRE

Préface .....	5
Gilles Finchelstein	
Sisyphes plutôt que Prométhée .....	13
Manuel Valls	
La gauche, c'est par où ? .....	25
Gilles Candar	
Le débat de juin 1906 à la Chambre des députés .....	37

**Gilles Candar** est professeur d'histoire en classes préparatoires au lycée Montesquieu (Le Mans), président de la Société d'études jaurésiennes. Il coordonne chez Fayard l'édition des *Œuvres de Jean Jaurès* (cinq volumes déjà parus).

**Manuel Valls** est député de l'Essonne et maire d'Evry. Candidat déclaré à l'investiture des primaires, il a développé son projet dans *Pouvoir*, publié chez Stock en mars 2010.

**Gilles Finchelstein** est directeur général de la Fondation Jean-Jaurès et directeur des études chez EuroRSCG Worldwide. Il est l'auteur avec Matthieu Pigasse de *Le Monde d'après* (Plon, 2009).

## **PRÉFACE**

**Gilles Finchelstein**

A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la France si dure et inégalitaire de la « Belle époque » se tourne vers la gauche – mais quelle gauche ?

L'affaire Dreyfus a suscité dans ses rangs des débats passionnés : le prolétariat est-il concerné par la mise en accusation d'un membre de la classe dirigeante, même innocent ? Oui, répond Jean Jaurès, brandissant l'étendard de la Justice et des libertés. Non, estiment un certain nombre de ses contradicteurs de gauche – parmi lesquels Jules Guesde – qui n'y voient qu'une manière de détourner le prolétariat de son seul combat légitime : la transformation de la propriété privée en propriété sociale.

« L’Affaire » débouche sur la « défense républicaine », menée par Waldeck-Rousseau (1899-1902), qui nomme le socialiste Alexandre Millerand au ministère du Commerce, de l’Industrie et des Postes, avec la charge des dossiers sociaux. Cette première participation socialiste à la pratique du pouvoir exécutif entraîne à nouveau la polémique – elle est à l’origine de la célèbre conférence des « Deux méthodes », qui réunit 8 000 socialistes, un soir de novembre 1900, à l’hippodrome de Lille. D’un côté, Jaurès qui, approuvant la nomination de Millerand, s’écrie : « *Toutes les grandes révolutions ont été faites dans le monde, parce que la société nouvelle, avant de s’épanouir, avait pénétré par toutes les fissures, par toutes ses plus petites racines, dans le sol de la société ancienne* ». De l’autre, à nouveau, Jules Guesde, qui lui répond que le seul avenir du prolétariat est révolutionnaire, et que la participation d’un seul socialiste au gouvernement protège Waldeck-Rousseau des tirs des travailleurs...

En 1902, le Bloc des Gauches (radicaux et radicaux-socialistes, socialistes de Jaurès, Briand et Viviani, modérés

de centre gauche) gagne les élections et mène une vigoureuse politique anticléricale avec Emile Combes. La journée de travail est ramenée à dix heures (six jours par semaine) à partir de 1900. Le service militaire est abaissé à deux ans. Une loi d’assistance aux indigents est votée. La séparation des Eglises et de l’Etat est approuvée à la fin de 1905.

Est-ce suffisant ? Les syndicalistes révolutionnaires de la CGT et des Bourses du Travail veulent davantage : l’abolition du salariat en but ultime, mais au minimum la journée de huit heures, de meilleurs salaires, la reconnaissance de leurs droits et – déjà – la retraite à soixante ans. Les grèves augmentent, notamment à l’occasion du 1<sup>er</sup> mai. Les socialistes, quant à eux, se sont unifiés en avril 1905 : anciens « antiministériels » avec Guesde, Lafargue et Vaillant, et anciens « ministériels » avec Jaurès, Rouanet et de Pressensé sont désormais rassemblés au sein du Parti socialiste SFIO (Section française de l’internationale ouvrière). Mais Briand, Viviani, Millerand restent des « socialistes indépendants » et vont faire partie de plusieurs gouvernements.

Les gauches remportent les élections législatives de mai 1906. Mais pour quelle politique ? Que faire du pouvoir ? Georges Clemenceau (1841-1929), ministre de l'Intérieur, radical-socialiste, est l'homme fort du gouvernement. Jean Jaurès (1859-1914) est le grand orateur du Parti socialiste. La Chambre résonne alors des affrontements de ces deux orateurs hors pair, qui manient les mots comme certains le glaive. Les attaques qu'ils se portent renvoient au passé, Jaurès faisant grief au gouvernement de sa timidité dans les réformes sociales et économiques et, à l'inverse, de la rigueur des méthodes qu'il a utilisées pour mater les manifestations du 1<sup>er</sup> mai et les grèves très dures qui ont suivi dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais la catastrophe de Courrières (1100 morts). Il estime en effet que l'action légale de la classe ouvrière a été « refoulée » par le ministre de l'Intérieur, qu'elle a même « été beaucoup plus matée que sous la plupart des gouvernements antérieurs de la République ». Clemenceau lui rétorque qu'« il ne faut pas croire que la classe ouvrière est en cause partout où se trouve un ouvrier », et lui répond « ordre public », « responsabilité », « action légale ».

Mais ils s'affrontent également sur l'avenir, c'est-à-dire sur leur projet respectif de société. Clemenceau fait de la liberté individuelle – y compris celle pour les ouvriers au chômage d'occuper le poste des travailleurs grévistes – la clé de voûte de son action et estime que la réforme du cadre social sans la réforme préalable de l'individu ne mène qu'au « désordre le plus caractérisé ». Aux yeux de Jaurès, cette dichotomie opérée entre l'homme et la société dans laquelle il vit n'est que « la plus chimérique des abstractions » – il prône au contraire l'organisation de la classe ouvrière.

Jaurès est passé à la postérité comme un pur, l'homme de tous les combats pour la liberté et pour l'honneur – ses cendres sont « veillées par la Justice » disait Malraux au moment où celles de Jean Moulin entraient au Panthéon. Clemenceau a en revanche longtemps souffert d'une forme de déconsidération. Plusieurs ouvrages ont récemment conduit à réhabiliter l'action de cet « homme de gauche maudit par la gauche<sup>1</sup> ». Michel Winock estime

---

1. Michel Winock, *Clemenceau*, Perrin, 2007.

ainsi que « *l'échec historique du marxisme pousse la gauche à reconnaître aujourd'hui ceux des siens qu'elle avait frappés d'ostracisme pour manquement à la doctrine de la lutte des classes et de la révolution prolétarienne* ».

C'est probablement dans ce sens que, parlant de la réplique de Clemenceau, qui oppose aux « *palais de féerie* » de Jaurès sa « *cathédrale républicaine* », Manuel Valls, député-maire d'Evry, déclarait : « *Ca fait longtemps que je connais cet échange. J'ai mis du temps à admettre que j'aurais plus facilement applaudi le Tigre que le fondateur de L'Humanité. Maintenant, j'assume<sup>2</sup>* ».

Gilles Candar, historien et responsable de l'édition des *Oeuvres de Jean Jaurès* chez Fayard, a alors vivement réagi dans les colonnes de *L'Humanité*, dénonçant une tentative de « *s'inventer un nouveau passé* ». Un échange de courriers s'en est suivi.

---

2. Manuel Valls, *Pour en finir avec le vieux socialisme... et être enfin de gauche !*, Entretiens avec Claude Askolovitch, Robert Laffont, 2008.

La Fondation Jean-Jaurès a saisi l'occasion pour republier les moments les plus marquants du débat de 1906<sup>3</sup> et pour proposer à Manuel Valls et Gilles Candar de transformer un échange polémique en débat approfondi. Pourquoi ? La première raison c'est que, outre l'intérêt historique évident de ce débat, nombre des questions qu'il aborde sont d'une actualité frappante : à l'évidence, la gauche se pose encore des questions sur la manière dont elle doit exercer le pouvoir, et avec qui. Il n'est pas moins évident qu'elle doit déterminer avec plus de précision ce que veut dire pour elle le « *maintien de l'ordre* » qu'évoque Clemenceau – on parlerait plutôt aujourd'hui de « *sécurité* ».

La deuxième raison, c'est qu'on reconnaît un bon débat – qui mérite donc publication – à sa capacité à poser les bonnes questions et, en dernier ressort, à « *se mettre d'accord sur les désaccords* ». Selon cette définition, il ne fait guère de doute que l'affrontement entre Clemenceau

---

3. L'intégralité de ce débat est consultable à la Fondation Jean-Jaurès.

et Jaurès était un grand débat – nous espérons que la controverse entre Manuel Valls et Gilles Candar vient utilement l'éclairer à la lumière d'aujourd'hui.

## SISYPHE PLUTÔT QUE PROMETHEE

**Manuel Valls**

Peut-on être de gauche et avoir pour modèle celui qui aimait se présenter comme le « premier flic de France » ? Un surnom sans doute moins flatteur que « l'Incorruptible » ou « l'Enfermé »... Mais un surnom tout de même préférable – l'Histoire l'a prouvé – à « Frère n°1 » ou « Petit père des peuples ».

Commençons d'abord par évacuer tout malentendu. Estimer Georges Clemenceau n'empêche, en aucun cas, d'apprécier Jean Jaurès. Sur plusieurs sujets, le fondateur de *L'Humanité* me paraît même mieux inspiré que le journaliste de *L'Aurore*.



Lors des débats de 1905 sur la laïcité, Jaurès a ainsi eu raison de défendre le principe d'une loi de compromis contre ceux qui – comme Clemenceau – voulaient une loi de combat. Emporté par son anticléricalisme, le « Tigre » avait souhaité que l'article 4 de la loi favorise la dislocation de l'Eglise catholique en reconnaissant l'indépendance des associations culturelles. La raison et le sens de la mesure ont heureusement fait obstacle à ce genre d'excès passionnels.

D'évidence, Jaurès a également mieux apprécié l'étendue des problèmes posés par la question sociale. Fidèle à son admiration de jeunesse pour la Révolution française, Clemenceau a surestimé la capacité d'intégration de l'Etat républicain et minoré le poids du conditionnement social des individus. Je partage donc le constat de Gilles Candar lorsqu'il écrit qu'« *au total, les réalisations sociales de la république radicale apparaissent bien modestes, surtout au regard des ambitions initiales et des formulations proclamées jadis par Clemenceau* »<sup>4</sup>. Cependant, cette

4. Gilles Candar, « Bloc des gauches et gouvernements radicaux » dans le tome 2 de *l'Histoire des gauches en France* (La Découverte, 2005).

réserve renvoie davantage aux limites théoriques du radical-socialisme qu'à la responsabilité personnelle d'un homme. Par ailleurs, les propres impasses du socialisme doivent désormais inviter chacun à l'humilité en la matière. La question sociale risque, malheureusement, d'être encore longtemps posée.

Les choses ne seraient donc pas si graves si Clemenceau n'était pas poursuivi, aujourd'hui encore, par la légende noire du « briseur de grèves ». Avant d'examiner ce procès, rappelons d'abord quelques éléments de contexte.

Après le congrès d'Amiens de 1906, le mouvement ouvrier français fut marqué par la radicalisation de sa branche syndicale. Minoritaires en nombre au sein de la CGT, les syndicalistes révolutionnaires parvinrent pourtant à en prendre le contrôle. Inspirés par les *Réflexions sur la violence* de Georges Sorel<sup>5</sup>, ils y défendirent une conception maximaliste de la lutte des classes. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que le ministre de l'Intérieur

5. Georges Sorel, *Réflexions sur la violence*, Première édition en 1908.

se soit alors efforcé de tenir son rôle, ingrat certes, en défendant les libertés et les biens garantis par la loi ?

On peut admettre que les socialistes de l'époque, toujours suspects de « *crétinisme parlementaire* », n'aient pas souhaité se laisser débordés par les syndicalistes révolutionnaires. On peut comprendre qu'ils aient participé, avec eux, à la curée contre le briseur de grèves... Mais les socialistes d'aujourd'hui peuvent-ils sérieusement poursuivre ce procès ? Contre tous les champions de la grève générale, Clemenceau n'a-t-il pas eu raison sur un point essentiel, à savoir que l'État républicain reste, *in fine*, le seul cadre possible de toute réforme sociale ?

Dans la conclusion de l'article précité, Gilles Candar reprend pourtant la vieille querelle contre Clemenceau. Il y affirme que c'est, précisément, « *la priorité donnée à l'ordre sur la réforme sociale [qui a] contribué à éloigner de la mémoire de la gauche les expériences gouvernementales menées par les radicaux* ». Malgré toute la considération que je porte à ses travaux, je rejette, sans complexe,

l'opposition entre l'ordre et la justice sociale qui sous-tend sa démonstration.

Selon cette logique, les rôles se partageraient, *in fine*, entre les réalistes (avant tout soucieux de préserver la discipline du groupe) et les romantiques (déterminés à aller au bout de l'idéal) ; entre la droite conservatrice et la gauche rebelle en somme... Beau tableau propre à enflammer les ardeurs militantes ! Etre de gauche, ce serait d'abord se reconnaître dans les groupes en insurrection.

Une vaste discussion pourrait s'ouvrir sur cette représentation mythique de la gauche. Quelques-uns pourraient estimer qu'elle masque le rôle des minorités agissantes ; certains pourraient regretter qu'elle fasse bon marché de la férocité des foules<sup>6</sup> ; d'autres pourraient y voir la

---

6. Clemenceau fut ainsi profondément marqué par le massacre des généraux Lecomte et Thomas le 18 mars 1871 : « *il y avait là, raconte-t-il, des chasseurs, des soldats de la ligne, des gardes nationaux, des femmes et des enfants. Tout cela poussait des cris de bêtes sauvages, sans se rendre bien compte de ce qu'il faisait. J'ai observé là le phénomène pathologique qu'on pourrait appeler le délire du sang. Un souffle de folie paraissait avoir passé sur cette foule : des enfants montés sur un mur agitaient je ne sais quels trophées, des femmes échevelées, défaits, tordaient leurs bras nus en poussant des cris rauques, d'ailleurs dénués de sens. J'en vis qui pleuraient en criant plus fort que les autres. Il y avait des hommes qui dansaient ou se bouscullaient dans une sorte d'agitation frénétique* ».

suprême ruse d'une société capitaliste soucieuse d'aliéner l'individu par des images spectaculaires... Je me bornerai, pour ma part, à regretter qu'elle fige davantage la gauche dans la réaction protestataire que dans l'action constructive.

Et c'est pourquoi je récusé toute opposition entre l'ordre et la réforme sociale. Je crois, au contraire, en la célèbre formule d'Auguste Comte : « *l'ordre pour base ; le progrès pour but* ». Imaginer atteindre le second en faisant l'économie du premier est une illusion à laquelle toutes les gauches feraient bien de renoncer.

Certains objecteront sans doute qu'il faut distinguer entre différentes formes d'ordre ; qu'il y a celui que l'on subit (l'ordre bourgeois) et celui que l'on veut (l'ordre socialiste) ; que le premier doit être brisé pour permettre d'établir le second ; que seul ce dernier est le garant du progrès social... Je leur répliquerai qu'en France, du temps de Clemenceau comme du nôtre, je ne vois moi qu'une seule forme d'ordre, l'ordre républicain, construit sur les lois votées par un Parlement élu au suffrage universel direct.

Et je ne vois aucune raison pour qu'il ne s'applique pas *toujours* dans le cadre d'une démocratie libérale.

Nous pourrions discuter sans fin du bilan de Clemenceau. A tous ses détracteurs, il faut quand même rappeler qu'il eut l'honneur d'être l'un des plus efficaces dreyfusards avant d'être salué, par tous, comme le « Père de la victoire ». Mais je ne crois pas que l'essentiel tienne à l'évaluation (positive ou négative) de ce bilan car il enfermerait le personnage dans un passé révolu.

J'apprécie avant tout chez Clemenceau ce qui peut encore servir à l'avenir : sa volonté absolue de ne pas se laisser abuser, sa détermination à voir la raison dans la réalité et non dans l'idéologie binaire de la lutte des classes. La méfiance à l'égard des effusions lyriques, le scepticisme sur les vertus des bons apôtres, le dégoût pour les aspirations grégaires, le regard sans concession sur la nature humaine – non, le mal ne tient pas seulement aux défauts de l'organisation sociale : il gîte *aussi* dans le cœur des hommes – voilà bien les fortes qualités

d'un homme qui s'éprouva d'abord dans les prisons de l'Empire et sut toujours se battre en duel.

Cette lucidité faite des leçons amères de l'expérience était, je le crois, à la base de sa force de caractère. Celle-là même que vantait François Mitterrand en ces termes : Clemenceau est « *l'un des hommes d'Etat que je voudrais voir produire en exemple, plus souvent encore, à l'intention des nouvelles générations. C'est un très grand personnage marqué par l'intelligence sans doute, par la culture mais surtout par l'énergie, le courage, la volonté farouche de servir son pays et de défendre un certain nombre de droits* ».

Cette volonté d'affronter la vérité en face peut servir, j'en suis également convaincu, la gauche du XXI<sup>ème</sup> siècle. Alors que tant de rêves se sont brisés au cours du siècle passé, la gauche est aujourd'hui contrainte de limiter son ambition à « l'optimisme du possible ». L'échec de toutes les tentatives prométhéennes a brouillé le sens de l'Histoire et abîmé l'idée même de Progrès. Nul n'attend plus qu'une avant-garde éclairée ne découvre le chemin

du bonheur universel. La défiance envers l'action collective atteint une telle proportion qu'elle menace même les fondements de notre pacte social.

Pour surmonter ce désarroi et ranimer l'espérance, il n'est d'autre choix que celui d'une courageuse lucidité. La gauche doit désormais être inspirée, avant tout, par une « éthique de la responsabilité ». Elle ne peut plus garder pour seuls viatiques des certitudes idéologiques qui sont, en réalité, autant d'œillères. C'est en se confrontant à la réalité et non en cultivant des illusions qu'elle retrouvera des marges pour l'action.

C'est cette vérité essentielle que Clemenceau voulait signifier lorsqu'il répondit à Jaurès par cette formule superbe : « *sans doute, vous me dominez de toute la hauteur de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'évoquer de votre baguette des palais de féerie. Moi, je suis le modeste ouvrier des cathédrales, qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais. Au premier souffle de la réalité, le palais de féerie*

*s'envole, tandis qu'un jour, la cathédrale républicaine lancera sa flèche dans les cieux ».*

Le « cas Clemenceau » est finalement typique des inhibitions de la gauche à l'égard du pouvoir. Portée par ses revendications en faveur de l'égalité des citoyens et d'une société délivrée des hiérarchies traditionnelles, la gauche défend, depuis ses origines, une conception ambiguë du pouvoir. Si sa légitimité est totale lorsqu'il s'incarne dans la Raison universelle, elle se dégrade à mesure qu'il descend du ciel métaphysique et prend figure humaine. Indispensable pour agir dans la Cité et améliorer les règles sociales, le pouvoir reste toujours marqué, à gauche, par un doute sur sa dégénérescence. Il demeure, par excellence, le *mal nécessaire* dont on envie les dieux, depuis Rousseau, d'avoir pu se défaire...

Au fil du XX<sup>ème</sup> siècle, la suspicion de la gauche à l'égard du pouvoir a été aggravée par toutes les déceptions nées de son exercice. Soucieuse de *changer la vie*, la gauche nourrit, par nature, des objectifs dont l'ambition porte en

germe la désillusion et le remords. Marqués par ces échecs répétés, beaucoup pensent encore, au sein même de la gauche républicaine, que gouverner c'est trahir un peu. L'expérience rejoint ici l'intuition : la pente fatale du pouvoir serait bien de salir l'idéal.

Il est grand temps, pour la gauche, d'admettre l'éternel inachèvement de son action. Si elle doit se choisir un héros tutélaire, elle ferait mieux d'inscrire sa démarche dans les pas de Sisyphe que dans ceux de Prométhée. Elle y puiserait le courage de surmonter ses déceptions et la sagesse d'accepter tous les siens qui ont ployé sous l'effort.

Dans sa récente biographie de Clemenceau, Michel Winock a plaidé pour que soit enfin levée la malédiction qui plane sur cet « *homme de gauche maudit par la gauche* ». Selon lui, « *l'échec historique du marxisme* » devrait en effet « *pousser la gauche à reconnaître aujourd'hui ceux des siens qu'elle avait frappés d'ostracisme pour manquement à la doctrine de la lutte des classes* ». Je ne doute pas que le lecteur des pages suivantes lui donnera également raison.

## LA GAUCHE, C'EST PAR OÙ ?

**Gilles Candar**

*Charlie Hebdo* posa naguère cette question à un certain nombre de personnalités. La réponse de François Mitterrand, peut-être rédigée par un collaborateur, mais de toute façon signée et assumée par lui, fut à l'époque remarquée : « C'est par le pouvoir, répondra le politicien. C'est par l'opposition, rétorquera le contestataire. C'est par l'engagement d'une vie, jour après jour, semaine après semaine, dans la patience d'un combat cent fois recommencé, dira le militant aguerrri. C'est par l'enthousiasme créateur, le refus des dogmes et des conformismes, ajoutera l'adolescent impatient de bousculer l'ordre établi. C'est par la fidélité aux idéaux fondateurs, la méditation sur les leçons de

l'expérience, diront ceux qui savent qu'on ne bâtit rien de durable sans références. C'est par l'adaptation au terrain, le renouvellement permanent, la capacité d'agir toujours avec une longueur d'avance, concluront ceux pour qui la gauche est mouvement. J'ai rencontré tous ces personnages. J'ai peut-être été chacun d'eux, et chacun, à sa manière, est dans le vrai. [...] <sup>7</sup> ».

Certains lecteurs trouveront peut-être commode cette synthèse en forme de réconciliation des diverses facettes d'une vie complexe. Mais elle rassemble en quelques mots les choix que doivent assumer ceux qui veulent transformer le monde dans lequel nous vivons. En principe, dès lors que cette action s'inscrit dans le cadre de la recherche de plus de liberté, plus d'égalité et plus de fraternité, ceux qui la mettent en œuvre ou la soutiennent forment en politique la gauche. La gauche défend des principes, promeut des idées, mène des combats... Il arrive même qu'elle parvienne au pouvoir, en France comme ailleurs. Que faire

---

7. *Charlie Hebdo*, 1<sup>er</sup> mai 1994.

alors ? Les réponses peuvent varier. Nous proposons ici de revenir un moment sur une expérience déjà ancienne de la gauche française au pouvoir. Bien avant « la gauche plurielle » (Lionel Jospin), « l'union de la gauche » ou « changer la vie » (François Mitterrand), « le front républicain » (Guy Mollet et Pierre Mendès France), « le Front populaire » (Léon Blum) ou « le cartel des gauches » (Edouard Herriot), la France a connu « l'action républicaine » après la « défense républicaine », une gauche de gouvernement incarnée par des personnalités diverses et talentueuses, comme Waldeck-Rousseau, Millerand, Combes, Clemenceau, Briand, Viviani ou Caillaux... Cette gauche gouvernementale n'était que très marginalement socialiste, même si les ministres Millerand, Briand et Viviani se réclamaient de tels principes, elle était républicaine (Waldeck), radicale ou radicale-socialiste. Son bilan ne fut pas médiocre : la loi sur les associations (1901), celle sur la séparation des Eglises et de l'Etat (1905) constituent toujours le socle essentiel des libertés et de la laïcité républicaines. D'autres dispositions moins connues, comme la réforme de l'enseignement, le repos hebdoma-

daire obligatoire, l'assistance aux indigents, les débuts du logement social (HBM avant nos HLM), voire la réduction du service militaire, allaient aussi dans le sens de plus de démocratie, de plus de modernité, desserraient quelque peu l'étau des contraintes et des fatalités sociales.

Mais les choses se gâtèrent. Pour toutes sortes de raisons, bien entendu, mais fondamentalement parce que le rassemblement victorieux de l'essentiel des forces de gauche se divisa, se disloqua et s'abîma dans les divisions et les polémiques. Socialistes et radicaux s'affrontèrent de plus en plus durement. Le moment clef de cette division se situe en 1906. Elle s'exprime à la tribune de la Chambre : Clemenceau, le président du Conseil, fait face à Jean Jaurès, député du Tarn, qui le critique au nom des socialistes. Il y eut d'autres affrontements par la suite, notamment en 1907, mais celui-ci est le premier, peut-être le plus dramatique car il conditionne les autres.

Pourtant, Clemenceau est de gauche, et ses rapports avec Jaurès n'avaient pas été mauvais jusqu'alors. Clemenceau

avait longtemps dirigé l'aile la plus marchante, la plus revendicatrice du radicalisme, son « extrême gauche », il avait tonné contre les gouvernements modérés, il avait défendu les libertés, la laïcité, il avait combattu les expéditions coloniales, au Tonkin ou en Tunisie, il avait annoncé l'avènement prochain du « Quatrième Etat » formé par le prolétariat moderne. Ecarté du Parlement par le scandale du Panama, il était revenu en faveur auprès de l'opinion grâce à sa courageuse campagne dreyfusarde, publiant le *J'accuse* de Zola dans son journal *L'Aurore*.

Pourquoi cet affrontement entre ce gouvernement de gauche et les socialistes unifiés de la SFIO ? Clemenceau veut l'ordre. Les socialistes sont-ils pour le désordre ? Ce n'est pas par passion de la rébellion ou de l'insurrection, nostalgie des piques des Sans-Culottes ou des barricades de la Commune, qu'ils s'opposent. On aurait envie de paraphraser une envolée bien connue du général de Gaulle : quand les socialistes auraient-ils porté atteinte aux libertés républicaines ? Ils les ont défendues, récemment encore



lors de l'affaire Dreyfus ; ils participent aux élections, présentent des candidats, font campagne... et se désistent souvent au second tour pour les candidats radicaux soutiens de Clemenceau. Sont-ils trop complaisants envers les syndicalistes révolutionnaires de la CGT ? Il est vrai que ceux-ci tiennent un langage beaucoup plus énergique que celui des socialistes, bien avant même le congrès d'Amiens, en octobre 1906. Ils ne se gênent pas pour critiquer vertement les élus et militants socialistes, leur parti pris de légalité et leur choix privilégié de la réforme.

Jaurès aussi veut l'ordre. Il n'en fait pas cependant un absolu, il n'isole pas en tout cas cet aspect de toutes les autres considérations sociales ou politiques. L'ordre jaurésien se veut juste et républicain, bien entendu, mais il va encore au-delà. Il se fonde sur un individualisme complet pour poser toute la question sociale. Jaurès a explicité ses vues dans un article devenu ensuite un « classique » du socialisme<sup>8</sup> : « dans l'ordre socialiste,

8. Jean Jaurès, « Socialisme et liberté », *La Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> décembre 1898, repris dans *Textes choisis*, Bruno Leprince, 2003, coll. « L'encyclopédie du socialisme ».

c'est bien la liberté qui sera souveraine. Le socialisme est l'affirmation suprême du droit individuel. Rien n'est au-dessus de l'individu. [...] Aucun homme n'est l'instrument de Dieu ; aucun homme n'est l'instrument d'un autre homme. Il n'y a pas de maître au-dessus de l'humanité ; il n'y a pas de maître dans l'humanité. Ni roi, ni capitaliste. [...] L'éducation universelle, le suffrage universel, la propriété universelle, voilà, si je puis dire, le vrai postulat de l'individu humain. Le socialisme est l'individualisme logique et complet. » Certes, Jaurès ne récuse pas totalement les voies révolutionnaires dans un pays où 1789, 1792, 1830, 1848 et 1871 sont encore des dates récentes qui rappellent la nécessité de l'insurrection pour fonder ou défendre la démocratie. Il privilégie toutefois autant que possible les méthodes légales, démocratiques et pacifiques. Il ne fait pas l'apologie de la violence ouvrière. C'est même par dégoût de ses débordements possibles (la « watrinade » de Decazeville en janvier 1886) qu'il a mis quelques années supplémentaires pour adhérer au socialisme. Mais il cherche à la comprendre, pour la dominer, la limiter et la réduire, et il ne se refuse pas à comprendre non plus et à

analyser aussi les formes violentes et meurtrières de l'action des classes dirigeantes, de l'exploitation capitaliste comme de la répression étatique. Il faut prendre la mesure des choses : les mineurs ont perdu plus d'un millier des leurs dans la catastrophe de Courrières qui met en cause les choix de sécurité de la Compagnie. La répression fait régulièrement des morts dans les rangs ouvriers lors des manifestations ou des grèves.

Il ne s'agit pas de condamner Clemenceau, d'en faire comme nous y inviterait du reste un échange entre les deux *leaders* un « diable » face au « bon Dieu » Jaurès. La gauche peut à bon droit être sensible à certains aspects de la personnalité ou de la geste clemenciste. Nous ne choisirons pas tous nécessairement les mêmes : pour ma part, je saluerais bien volontiers sa hauteur de vues, son indépendance d'esprit lorsqu'il se passionne pour des arts et cultures jugés alors exotiques, mais aussi le politique plus avisé que l'on dit parfois, qui explique que l'« on ne fait pas tuer des hommes pour compter des chandeliers », qui sait mener à ses heures une diplomatie assez ouverte

et pacifiste. Son action à la tête du gouvernement de guerre ne manque pas non plus de grandeur, même si nous pensons tous aujourd'hui, j'imagine, que le traité de Versailles était entaché de conceptions nationalistes et vieilles, que la vérité de l'avenir était à chercher du côté des critiques socialistes (Jean Longuet, Léon Blum, Vincent Auriol) et libérales (John Maynard Keynes). Nous pouvons même apprécier les brigades du Tigre... Mais tout de même ! La gauche gouvernementale que mène Clemenceau de 1906 à 1909 a incontestablement déçu : Jean-Baptiste Duroselle évoque le « malheur » du choix privilégié de « l'autorité » et de « l'ordre »<sup>9</sup>. « On attend un grand réformateur, on a une gestion au quotidien sans grande originalité », constate Jean-Jacques Becker, vice-président des Amis de Clemenceau<sup>10</sup>. Maurice Agulhon, après avoir parlé de « l'humanisme optimiste » et du « gouvernement éclatant » de Clemenceau, analyse les raisons pour lesquelles avortent beaucoup de

9. Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau*, Fayard, 1988. Je résume le sens général du chapitre XVI, notamment p. 515

10. Jean-Jacques Becker, *Clemenceau. L'intraitable*, Liana Levi, 1998, p. 43.

projets gouvernementaux et finit par « se brouiller » et à devenir « confuse » l'ensemble de la politique républicaine du temps<sup>11</sup>. Nous pouvons même nous passer de polémiquer sur les méthodes policières du ministre de l'Intérieur, homme d'intrigues et de manœuvres : elles n'ont pas disparu avec lui... et elles n'ont pas toujours été l'apanage exclusif de telle ou telle force politique. Mais il est peut-être temps de revenir sur le fond du différend : l'ordre voulu par la gauche doit être fondé sur la justice, le droit et la liberté. Manuel Valls nous appelle à la patience, à inscrire notre action dans la durée, à nous défier des illusions et à préférer Sisyphe à Prométhée. Conseils raisonnables. J'avoue garder toute mon affection pour Prométhée : il a grandement servi l'humanité, ses arguments sont beaux et je ne crois pas tomber dans un gauchisme échevelé en aimant le *Prométhée enchaîné* d'Eschyle, même s'il a maintenant quelque 2500 ans. A tout prendre, par goût du rassemblement unitaire, je conseillerais plutôt comme figure tutélaire de Manuel Valls

---

11. Maurice Agulhon, *La République*, Hachette, 1990, rééd. 1997, p. 134-146.

lorsqu'il sera ministre – ou mieux encore – Héraclès : il libère Prométhée et ses grands travaux portent des fruits... C'est ce que nous attendons de la gauche, et nous sommes prêts à diminuer le nombre des travaux attendus : la modestie peut siéger à gauche, si elle n'oublie pas d'où elle vient et où elle va, pour qui et pourquoi elle fait de la politique et souhaite exercer des responsabilités. Bref, qu'on me pardonne une dernière citation de Jaurès, qui n'est sans doute pas des plus flamboyantes, mais que je proposerais en conclusion commune : « ce qui importe à cette heure, c'est le sens du mouvement »<sup>12</sup>.

---

12. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, chapitre X, section II, p. 462 de l'édition par Jean-Noël Jeanneney, Imprimerie nationale, 1992.

## LE DÉBAT DE JUIN 1906 À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS<sup>13</sup>

*Chambre des députés,  
séance du 12 juin 1906*

**Jaurès.** [...] Le parti républicain tout entier a remporté une grande victoire<sup>14</sup>. Quel usage va-t-il faire de cette victoire ? Radicaux et socialistes ont été unis contre les partis du passé, et ils se retrouveront unis toutes les fois que ces partis du passé tenteront ou de renverser la République ou de mettre la main sur elle. Mais, au moment même où tous les démocrates de gauche, socialistes et radicaux,

---

<sup>13</sup>. Les notes sont de Gilles Candar.

<sup>14</sup>. Les élections législatives de mai 1906 sont favorables à la gauche, dominée par les radicaux et radicaux-socialistes (environ 250), avec une vingtaine de socialistes indépendants, 54 socialistes unifiés de la jeune SFIO, 90 modérés de centre gauche et 175 opposants de centre droit ou de droite.

concluaient contre les partis de réaction le pacte d'action commune, ils réservaient hautement, pour l'honneur des uns et des autres, la pleine liberté de leur pensée et de leur action. C'est de cette liberté, messieurs, que les uns et les autres nous devons faire usage pour nous expliquer clairement les uns avec les autres, surtout à l'heure où nous entrons, de l'aveu de tous, dans une période nouvelle, celle où, les problèmes politiques et religieux étant résolus au moins pour un temps<sup>15</sup>, ce sont les problèmes économiques et sociaux qui sollicitent l'attention et l'effort du Parlement.

Il ne suffit pas, en effet, messieurs, de répéter ces mots de progrès social, de réformes sociales qui, comme le rappelait tout à l'heure M. le président<sup>16</sup>, retentissent maintenant dans tous les discours, sont reproduits dans tous les articles et dans tous les programmes. Il s'agit de savoir quel sens précis nous mettons sous ces mots et il ne faut pas qu'ils soient comme ces sons de cloches dont parlait le philosophe, sous lesquels chacun croit entendre

15. La séparation des Eglises et de l'Etat définitivement adoptée le 9 décembre 1905.

16. Le président du Conseil, le radical Ferdinand Sarrien.

la chanson qu'il a déjà dans l'esprit. Il faut, messieurs, que nous instituions entre nous une explication claire.

Mais à quoi serviraient toutes ces controverses de doctrines, à quoi serviraient toutes les affirmations de principes et de programmes dans le Parlement si, au dehors, la libre action légale de la classe ouvrière organisée était perpétuellement contrariée et refoulée ?

Or ce qu'après mon ami Constans<sup>17</sup> j'ai le droit de reprocher au Gouvernement qui est sur ces bancs, c'est d'avoir pratiqué depuis quelques mois à l'égard de la classe ouvrière et de son action dans le pays une politique de répression, une politique de refoulement. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

Je n'apporte ici aucun parti pris d'hostilité et je veux rester, autant qu'il dépendra de moi, dans l'exacte mesure de ce qui m'apparaît comme la vérité.

Je reconnais très volontiers que le Gouvernement, que le ministre de l'intérieur<sup>18</sup>, auraient considéré comme le

17. Paul Constans, député socialiste de l'Allier, de tendance guesdiste.

18. L'homme fort du gouvernement, le radical-socialiste Georges Clemenceau, président du Conseil à partir d'octobre.

pire des désastres qui pût être infligé à la République une collision sanglante entre les soldats et les ouvriers ; je reconnais que M. le ministre de l'intérieur a résisté à certaines suggestions lorsqu'il a conseillé aux officiers et aux hommes le sang-froid ; mais j'ai le droit de le dire, ou bien les instructions n'ont pas été suivies, ou bien la faute générale de la politique était telle qu'en fait, dans la réalité, sous votre administration, sous votre Gouvernement, sous votre responsabilité, non seulement la classe ouvrière n'a pas joui de la plénitude des libertés qu'elle revendique et qui sont nécessaires à son action, mais elle a été beaucoup plus refoulée, beaucoup plus matée que sous la plupart des gouvernements antérieurs de la République. (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*) [...]

On nous a dit bien des fois que nos conceptions de propriété sociale des moyens de production substituée à la propriété capitaliste étaient chimériques et se heurteraient à une résistance invincible, parce qu'il y avait déjà, dans presque toutes les couches de la nation, une diffusion et une pénétration de la propriété. Eh, messieurs, je ne conteste pas que, dans ce que j'appellerais, au point de

vue de la fortune, les couches moyennes de la population française, il y ait déjà quelque accumulation de capitaux ; et il faudra procéder en effet à la transformation sociale en se préoccupant de ménager ces intérêts et de leur offrir des équivalents certains. (*Mouvements divers*) [...]

C'est une grande question, c'est une question qui a été souvent débattue entre socialistes, de savoir si l'expropriation générale du capital privé qui doit fonder la propriété sociale et, sur la base de cette propriété sociale, le travail coopératif des hommes, c'est une grande question débattue entre eux de savoir si cette expropriation se fera avec indemnité... (*Mouvements divers*) [...] Mais puisque vous nous pressez d'expliquer, de définir, de tracer d'avance en quelque sorte le plan de la société nouvelle que le prolétariat construira dans sa souveraineté quand il aura conquis tout le pouvoir, j'ai le droit de vous dire dans quelles conditions, et dans quelles conditions seulement, la définition est possible. (*Interruptions*)

Ce que vous pouvez, ce que vous devez scientifiquement demander non pas à un homme mais à un parti, ce n'est pas de vous dire selon quels détails historiques s'accomplira

dans la complication future des événements une grande transformation sociale, et je prenais un exemple ; je vous disais : ce fut une question débattue de savoir si l'expropriation générale de la propriété capitaliste et bourgeoise se ferait avec indemnité. (*Mouvements divers*) [...] Je dis que si cela dépendait de nous il serait conforme aux vœux, à la pensée formulée de la plupart des socialistes, de la plupart des grands théoriciens de notre parti que cette expropriation de la propriété capitaliste se fit avec indemnité. (*Mouvements divers*)

*Chambre des députés,  
séance du 14 juin 1906*

Jaurès. Mais j'ai voulu, dès le début de cette législature, montrer que nous ne serions pas, que nous ne voulions pas être un parti de négation, que nous voulions proposer la solution positive du problème social telle qu'elle nous apparaissait. [...]

Vous vous étonnez et vous vous émouvez comme d'un scandale que l'homme ne puisse plus acheter l'homme. (*Applaudissements à l'extrême gauche – Interruptions au centre*)

Ainsi, messieurs, je réponds à ceux qui nous ont objecté : « Si en expropriant tout le capitalisme, vous ne donnez pas d'indemnité, c'est la spoliation brutale et si vous donnez l'indemnité, c'est la reconstitution du capital. » Je leur réponds qu'entre les valeurs de la société capitaliste et les valeurs de la société socialiste il y a, comme je vous le montrais, cette différence fondamentale que les premières sont des valeurs de domination ou d'exploitation, qui se reproduisent indéfiniment aux dépens du travail

humain par le jeu de l'intérêt, du bénéfice et du dividende, et que les autres ne seront que des valeurs de consommation, s'épuisant au fur et à mesure de la consommation même et libérant bientôt de toutes charges le travail affranchi et organisé. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

Par là, messieurs, la société se transformera, le travail s'affranchira, sans que violence ait été faite aux habitudes mêmes des privilégiés et ils auront devant eux une réserve de temps que nos aînés de la Révolution bourgeoise n'ont pas toujours donnée au clergé et à la noblesse pour s'adapter au régime nouveau. (*Applaudissements à l'extrême gauche*) Le temps sera donné aux grands possédants eux-mêmes, aux privilégiés eux-mêmes de s'accommoder à l'ordre nouveau, d'accommoder leurs descendants à la société nouvelle fondée sur le travail égalitaire. [...]

De même, je me souviens que, dans tous les programmes radicaux et radicaux-socialistes, a figuré toujours, avec le rachat des chemins de fer<sup>19</sup>, la nationalisation des mines.

19. Comme le montre l'exemple qui suit, rachat au XIX<sup>ème</sup> siècle équivalait à peu près à « nationalisation » dans la langue du XX<sup>ème</sup> siècle.

Je ne veux pas reprendre ici les citations d'engagements et de programmes ; mais j'affirme que ce fut toujours la doctrine, la revendication du parti radical et radical-socialiste. C'est par là que vous prétendez préluder, en effet, à une sorte de limitation des droits et de la puissance du capital. Et que nous apportez-vous sur ces questions ? Sur les chemins de fer, rien, silence complet.

Dans cette Chambre, qui continue pour les quatre cinquièmes la Chambre antérieure et qui a l'esprit tout plein de nos controverses sur le rachat des chemins de fer, on a trouvé le moyen de réaliser le miracle du silence complet. Et sur les mines ? Ah ! Monsieur le ministre des travaux publics<sup>20</sup>, vous voulez donner un grand exemple au patronat en associant les ouvriers mineurs au bénéfice des compagnies pour les concessions futures. (*Sourires à l'extrême gauche*) Mais comme presque tout dans le domaine minier – je dis presque – est concédé, vous ne vous engagez guère ; et, tandis que vous avez songé aux futures concessions du domaine minier, qui est concédé presque

20. Louis Barthou, député des Basses-Pyrénées, un modéré en relations souvent conflictuelles avec Jean Jaurès.



tout entier, il y a un domaine nouveau, il y a une houille nouvelle [...] qui est l'énergie créatrice de demain, la richesse de demain, la force de demain, ce sont les chutes d'eau.

Pendant que vous songez à associer aux bénéfiques des futures concessions minières les ouvriers de l'avenir, toutes ces ressources, toutes ces forces hydrauliques qui constitueront, dans une demi-génération, une richesse admirable, vous les laissez ou gaspiller ou accaparer. C'est là une singulière contradiction. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*)

Pas un mot là-dessus dans votre déclaration.

Et ainsi dans toutes les questions, c'est partout la même chose : vous vous arrêtez à mi-chemin ou vous sous-entendez les problèmes. Vous avez deux façons de nous renseigner : l'une c'est de sous-entendre les problèmes, l'autre, c'est de sous-entendre les solutions. (*Sourires*)

Eh bien, vous alléguez, vos amis allèguent parfois une excuse, c'est qu'il faut procéder avec prudence ; c'est qu'il ne faut pas inquiéter des intérêts toujours prompts à s'effaroucher ; c'est qu'à la moindre nouvelle d'un rachat

possible des chemins de fer, les actions baissent, la Bourse s'émeut, la rente s'ébranle lorsqu'on devine, derrière vos impôts cédulaires, que la rente peut être frappée comme le reste ; et c'est en alléguant cet émoi, en partie sincère, en partie fictif des intérêts que vous voulez atteindre, que vous vous réfugiez dans les à-peu-près. Eh bien, c'est par les à-peu-près, c'est en donnant à ces intérêts qui cherchent à semer l'alarme, l'impression qu'en effet vous avez peur, c'est par là que vous encouragez leur campagne. Le jour où tous ces hommes sauront bien que la démocratie républicaine de France veut, d'une volonté irréductible, avouée et servie par son Gouvernement même, l'impôt général et progressif sur le revenu, le rachat des chemins de fer et des mines<sup>21</sup>, quand on saura qu'aucune manœuvre de bourse, aucune manœuvre de spéculation n'est capable de faire reculer le Gouvernement, le calme reviendra et vous éviterez les agitations et les paniques dues à votre indécision. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

21. L'impôt sur le revenu sera voté en 1914, la SNCF mise en place en 1937 et le charbon nationalisé à la Libération.

Voilà ce que j'avais à vous dire et voilà pourquoi je dis que vous commettez une grande faute et que votre politique est un grand malheur.

Nous sortons d'une bataille où le parti républicain vous a surpris ? Pourquoi vous a-t-il surpris ? Est-ce par sa timidité ? Est-ce par sa faiblesse ?

Il a dépassé en audace, en vigueur, en foi républicaine, en revendications sociales tout ce que les plus hardis d'entre vous avaient osé espérer. Et au lendemain de cette bataille où le parti républicain a dit tout entier malgré les inquiétudes, les timidités de plusieurs de ses chefs : confiance, courage, action vigoureuse de réformes, vous lui apportez des phrases enveloppées, des solutions incomplètes, une politique hésitante, vous êtes au-dessous du suffrage universel. (*Applaudissements vifs et répétés à l'extrême gauche*) [...]

*Chambre des députés,  
séance du 18 juin 1906*

**Clemenceau.** Messieurs, interpellé directement et personnellement par l'honorable M. Jaurès, je veux d'abord rendre pleinement hommage à la noble passion de justice sociale qui anime si magnifiquement son éloquence. D'un irrésistible mouvement d'idéalisme, il veut l'humanité heureuse, et nous sommes témoins que rien ne lui coûte pour assurer ce bonheur.

Aux accords de sa lyre, Amphion<sup>22</sup>, modestement, élevait les murailles de Thèbes. A la voix de M. Jaurès, un bien plus grand miracle s'accomplit : il parle, et toute l'organisation historique des sociétés humaines s'écroule soudainement. (*Applaudissements*)

Tout ce que l'ordre a conçu de l'ordre social, tout ce qu'il a voulu, tout ce qu'il a réalisé de justice commençante dans la peine, dans la douleur, dans le sang, depuis le jour où il s'est élancé de ses cavernes à la conquête de sa terre,

22. Dans la mythologie grecque, Amphion, fils de Zeus, érige les murailles de Thèbes au son de sa flûte et de sa lyre.

tout l'effort séculaire pour une vie meilleure, tout le progrès acquis au prix d'un labeur qui se chiffre peut-être par des millions d'années – victoire ! –, tout cela se résout en poussière, tout cela s'envole en fumée. Et si votre regard veut bien suivre cette fumée dans les cieux, c'est un nouveau prodige, car en nuages somptueux s'étagent des palais enchantés d'où toute misère humaine est bannie ; il n'y a plus qu'à les fixer dans le vent et en asseoir les fondations parmi nous pour que l'œuvre de la Genèse soit à jamais réformée. (*Applaudissements*)

Le mal social aura disparu, que Jehovah ne put éliminer de son œuvre. Il ne nous restera que les maux de la condition humaine et cela, je vous jure que c'est assez.

Hélas ! Pendant que se déroule ce fastueux mirage aux yeux charmés du nouveau créateur, moi, vacillant mortel, je laboure misérablement dans la plaine et même au plus profond de la vallée, aux prises avec le sol ingrat qui me mesure avarement sa moisson. D'où la différence de nos points de vue que sa bienveillance a tant de peine à me pardonner. (*Rires et applaudissements à gauche et au centre*)

Sans doute, M. Jaurès m'a fait la grâce de quelques fleurs,

mais j'ai bientôt découvert que c'était pour m'immoler plus pompeusement sur l'autel du collectivisme, après avoir prononcé contre moi une condamnation impitoyable. (*Rires et applaudissements sur les mêmes bancs*)

Or je ne me glorifie point d'appartenir à la noble catégorie des victimes résignées qui tendent au fer de Calchas<sup>23</sup> une gorge innocente. (*Nouveaux rires et applaudissements*)

Je me débats, je lutte, je me révolte, et quand M. Jaurès m'explique qu'il a conçu de ma politique l'opinion la plus désavantageuse, j'en appelle de ce jugement au juge supérieur, la Chambre, expression du pays républicain.

De quoi suis-je donc accusé ? M. Jaurès m'a reproché, dans un langage que j'ai trouvé dans sa bouche un peu dur, d'avoir refoulé, comprimé la classe ouvrière, non pas plus qu'aucun autre Gouvernement en France – comme l'ont dit d'ailleurs certains de ses collègues, tel M. Paul Constans et tel M. Vaillant<sup>24</sup> tout à l'heure – mais autant que la plupart des gouvernements réactionnaires de la République française. [...]

23. Dans la mythologie grecque, le devin Calchas conduit Iphigénie au sacrifice.

24. Constans guesdiste et Vaillant ancien « blanquiste », donc jusqu'en 1905 adversaires de Jaurès au sein du socialisme.

Il ne faut pas croire que la classe ouvrière est en cause partout où se trouve un ouvrier. C'est précisément l'erreur de langage dont j'aurais déjà fait justice sans les interruptions qui me sont venues de ce côté (*l'extrême gauche*). [...]

Où donc l'ai-je rencontrée ? Est-ce dans les malheureux affolés qui allaient piller et détruire, ravager les demeures de leurs camarades mineurs ? Certainement non. J'ai rencontré des ouvriers mineurs ; mais étaient-ils, dans ces actes, les représentants légitimes de la classe ouvrière ? Commettaient-ils à ce moment des actes que vous qui interpellez vous puissiez défendre ? Non certainement. [...]

J'ai pensé que mes actes parleraient pour moi. J'ai pensé que l'heure viendrait où je pourrais m'expliquer là-dessus ici même, face-à-face avec mes contradicteurs. Cette heure est venue, et j'en profite pour dire, d'abord, qu'à mes yeux ceux qui agissent contre la classe ouvrière sont ceux qui l'encouragent dans cette idée folle que, partout où il y a un ouvrier qui ne respecte ni la loi ni le droit, il y a la classe ouvrière (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite*), ce sont ceux qui lui montrent comme l'ennemi le Gouvernement chargé du maintien de l'ordre et qui doit d'autant plus main-

tenir l'ordre dans l'intérêt de tous que c'est dans le cadre du droit légal que l'émancipation de la classe ouvrière pourra se produire. (*Vifs applaudissements*)

Je dis que ceux qui agissent contre la classe ouvrière sont ceux qui l'encouragent à croire qu'elle ne peut avoir tort et qu'il lui suffit de retourner contre autrui l'oppression dont elle a souffert.

Je dis que ceux qui agissent contre la classe ouvrière sont ceux qui retardent ainsi son éducation (*Nouveaux applaudissements*), car l'éducation n'est pas de mots, comme le prétendent et le croient les pédagogues, l'éducation se fait par des actes. Nous saurons que la classe ouvrière est digne de gouverner la démocratie, comme vous le désirez, et comme je le souhaite, moi, pleinement, le jour où ses actes seront, de sa propre volonté, conformes au droit dont elle-même se réclame. (*Très bien ! Très bien !*)

Voilà l'éducation qu'il faut lui donner. Elle ne l'apprend pas par les discours ; si les discours enseignaient le monde, il y a longtemps que le Sermon sur la montagne serait réalisé. (*Rires et applaudissements*)

Cette éducation, j'ai essayé de la faire ; et, comme je le

disais tout à l'heure, M. Jaurès, je ne vous ai rencontré ni à Lens ni à Denain comme collaborateur. Je ne vous en fais pas grief, c'est bien entendu, et cependant, avec la grande et légitime autorité que vous avez, si votre parole s'était jointe à la mienne, qui sait combien de malheurs auraient pu être évités ?

Je ne dis pas que vous ayez eu tort mais le fait que je me suis au moins rendu au poste du devoir devait vous inspirer, à l'égard du ministre de l'intérieur que vous combattiez, plus d'indulgence. Au moins pourriez-vous me rendre cette justice que j'ai essayé. (*Très bien ! Très bien !*)

Sans doute vous me dominez de toute la hauteur de vos conceptions socialistes. Vous avez le pouvoir magique d'évoquer de votre baguette des palais de féerie. Moi, je suis le modeste ouvrier des cathédrales qui apporte obscurément sa pierre à l'édifice auguste qu'il ne verra jamais. Au premier souffle de la réalité, le palais de féerie s'envole, tandis qu'un jour la cathédrale républicaine lancera sa flèche dans les cieux. (*Applaudissements à gauche*) [...]

Eh bien ! Je vous le demande à vous, qui me reprochez d'avoir sévi contre la classe ouvrière ; vous, monsieur Jaurès,

vous êtes ministre de l'intérieur – un malheur est si vite arrivé ! (*On rit*) – est-ce que vous laisseriez des grévistes piller et saccager la maison des ouvriers dont le seul crime est de travailler ? Cela ne vous serait pas possible ! Vous ferez comme moi, vous enverrez des troupes et, si vous envoyez des troupes, il se trouvera dans ce temps-là un Griffuelles, un Lévy, un Monatte<sup>25</sup>, qui, assis dans le siège même que vous occupez aujourd'hui, vous adressera les reproches que vous m'adressez. (*Applaudissements et rires à gauche*)

Jaurès. C'est ce que vous disait M. Jules Ferry<sup>26</sup> !

Clemenceau. Monsieur Jaurès, permettez-moi de vous dire que ce n'est pas de jeu ; en ce temps-là, vous siégiez à côté de M. Jules Ferry. (*Applaudissements à gauche, au centre et sur divers bancs à droite*) Vous me combattiez alors comme trop violent, de même que vous me combattez aujourd'hui comme trop modéré. De nous deux, je suis le

25. Dirigeants de la CGT, de tendance « syndicaliste révolutionnaire ». Victor Griffuelles est secrétaire général de 1901 à 1909.

26. Les violents affrontements entre le modéré Jules Ferry, mort en 1893, et le radical Georges Clemenceau dans les années 1880 sont restés célèbres. En 1885, jeune député, Jaurès est en effet plus proche de Ferry que de Clemenceau.

seul qui n'ait pas changé. (*Applaudissements à gauche*)

Je n'ai jamais reproché à M. Jules Ferry d'avoir maintenu l'ordre ; je n'ai jamais reproché à M. Jules Ferry d'avoir empêché des mineurs en grève de piller les maisons des mineurs qui travaillaient.

Mais vous, je vous le demande – il ne s'agit pas de M. Jules Ferry mais de vous et de moi – vous êtes à ma place, que ferez-vous si votre préfet vous télégraphie : « On pille la maison d'un mineur » ?

Ayez le courage de répondre, puisque vous interrompez, et dites si oui ou non vous ferez protéger l'ordre !

J'attends votre réponse. (*Vifs applaudissements à gauche et au centre*)

Vous ne répondez pas ?

En ne répondant pas, vous avez répondu (*Vifs applaudissements à gauche*)

Vous savez comme moi qu'on ne s'est pas borné à saccager les maisons des mineurs ; on a brûlé des meules de blé, on a pillé des marchés, on a fait des prisonniers qu'on a indignement traités. Je vous fais la grâce de ne pas m'étendre sur ce point : passons. [...]

Je me trouvais donc en présence d'une manifestation formidable, organisée par des hommes qui professent les théories que vous venez d'entendre, par les hommes que vous avez défendus à la tribune dans des termes qui ne souffraient pas d'ambiguïté. Vous nous avez dit qu'ils « préparaient un mouvement auquel ne présidait aucun mot d'ordre de violences. » Ce sont vos propres paroles. Messieurs, écoutez le mot d'ordre qui n'est pas un mot d'ordre de violence pour M. Jaurès.

« Les délégués des ouvriers du bâtiment : peintres, terrassiers, maçons, menuisiers, serruriers, etc., qui forment à l'heure présente un ensemble de 25 000 grévistes, se sont réunis à huit heures et demie dans la grande salle qui était comble. Ils ont de nouveau établi leurs revendications : journée de huit heures avec huit francs de salaire, repos hebdomadaire et suppression du marchandage. La réunion s'est terminée à minuit par le vote de l'ordre du jour suivant : « Les ouvriers grévistes du bâtiment – peintres, terrassiers, maçons, menuisiers, serruriers, etc. – réunis dans la grande salle, au nombre de 3 000, sur la convocation du comité d'action du bâtiment, après avoir entendu

divers camarades sur la tactique pour grouper les énergies, s'engageant à se rendre, le matin à six heures, aux sièges des permanences pour y former des patrouilles mixtes qui auront pour mission de débaucher tous les renégats de n'importe quelle corporation et cela par tous les moyens possibles ».

Si ce n'est pas là un mot d'ordre de violence, je ne sais vraiment pas ce qu'il vous faut ! (*Rires et applaudissements à gauche*) Quand une organisation qui déclare qu'elle a pour but de détruire l'Etat organise une action comme celle que je viens d'indiquer et qu'elle déclare qu'elle va préparer son triomphe par tous les moyens possibles, il est permis même à un modeste ministre bourgeois d'être un peu en défiance. C'est ce qui m'est arrivé ; je me suis mis en défiance (*Rires*) et le résultat, c'est qu'il y a eu sur la place de la République un certain nombre d'arrestations. Vous en avez annoncé 800. Vos chiffres ont ordinairement besoin d'être révisés. Il y a eu 650 individus arrêtés ; on y trouve 33 repris de justice et 76 étrangers ; cela fait une centaine de manifestants qui auraient aussi bien fait de ne pas se trouver là. (*On rit*)

*Chambre des députés,  
séance du 19 juin 1906*

**Clemenceau.** Messieurs, je crois avoir démontré, j'ai même certainement dénoncé l'inanité des reproches qui m'avaient été adressés par l'honorable M. Jaurès au sujet des actes de mon administration lors des grèves.

J'ai fait cette démonstration par la lecture de mes instructions aux préfets et par l'exposé de mes actes à Lens, à Denain, à Arras, à Paris.

Il me reste pour achever ma démonstration, à montrer la contradiction des idées qui ont dicté nos appréciations des deux parts.

Et d'abord, à propos des grèves mêmes, je me trouve en contradiction avec l'honorable M. Jaurès sur un point fondamental.

J'estime que tout homme qui a besoin de travailler et qui trouve du travail a le droit de travailler (*Applaudissements à gauche, au centre et à droite*), j'estime que la société et les pouvoirs publics ont le devoir de lui assurer l'exercice de ce droit. (*Très bien ! Très bien !*)

J'ai eu dans la presse, il y a dix-huit mois ou deux ans, avec l'honorable M. Jaurès une discussion sur ce point, et c'est ainsi que je suis éclairé sur l'opinion particulière de M. Jaurès. Ce droit, M. Jaurès le nie et sans aucune ambiguïté.

« J'avoue, a-t-il écrit, que je suis stupéfait quand brusquement M. Clemenceau invoque le droit prétendu d'un ouvrier à prendre la place des ouvriers en grève comme une forme de droit à la vie. »

Voilà la phrase même de M. Jaurès.

Et, poursuivant sa démonstration, mon contradicteur observe que pendant que je cherche à assurer le droit à la vie de l'ouvrier, je porte obstacle à l'exercice du droit à la vie du gréviste. C'est bien là votre argument, mon cher collègue.

Je prends la liberté de répondre que la comparaison n'est pas exacte. D'abord je n'ai pas la prétention de supprimer des lois universelles du monde la concurrence vitale. Je crois que la concurrence vitale est un phénomène qui doit être atténué par les lois sociales, qui doit être réglé ; je crois que nous devons, dans la mesure du possible,

tâcher de corriger dans les lois l'iniquité fondamentale qui est dans la nature, mais j'estime en même temps que ceci n'est possible que si nous fondons notre organisation sociale sur la seule base solide, le droit indescriptible de chacun. (*Applaudissements*)

Eh bien ! la situation n'est pas égale entre les deux concurrents. Il est inexact de dire qu'ils luttent tous deux pour le droit à la vie. L'ouvrier qui demande du travail, qui en cherche et qui en trouve, lutte pour vivre, pour assurer sa propre vie, celle de sa famille. Mais on ne peut pas dire que l'ouvrier qui, gagnant sa vie, abandonne sa place pour avoir un salaire supérieur, lutte pour la vie : il lutte pour le mieux-être. (*Applaudissements à gauche et au centre – Exclamations à l'extrême gauche*) La distinction est absolument importante. (*Très bien ! Très bien !*)

Je ne le blâme pas cet ouvrier, remarquez-le ; mais... (*Bruit à l'extrême gauche*)

Je crains bien que dans la cité nouvelle la tolérance ne soit pas le caractère distinctif des esprits. Je ne croyais vraiment pas avoir dit une chose extraordinaire... (*Interruptions à l'extrême gauche*)



Messieurs, puisque M. Jaurès me répondra tout à l'heure, laissez-lui le mérite de le faire à cette tribune dans la belle forme oratoire qui lui appartient, et en attendant laissez-moi lui fournir au moins l'occasion de cette réplique. (*Très bien ! Parlez !*) [...]

J'ai vu de très près certaines grèves où mes sentiments me portaient du côté des grévistes ; mais je ne puis cacher que je me trouvais dans le plus terrible embarras, quand j'entendais un homme, à qui on reprochait de se présenter à l'embauchage, répondre : « Vous vous mettez en grève pour gagner un salaire plus élevé. Nous ne disons pas que vous avez tort. Seulement, nous avons femme et enfants et nous ne gagnons rien depuis trois mois. On nous offre du travail. Nourrirez-vous nos petits, si nous refusons ? » (*Très bien ! Très bien !*)

Si vous refusez, comme le fait nettement M. Jaurès dans sa thèse, aux patrons le droit de remplacer les ouvriers en grève, et aux ouvriers libres le droit de se présenter à l'embauchage, que ferez-vous des femmes et des enfants que vous aurez privés de leur nourriture ? Voilà la question qui se pose ; j'attends la réponse et je crois bien que je l'attendrai

longtemps. (*Rires et applaudissements à gauche et au centre*)

Je n'ai pas besoin de dire que, dans sa réponse, l'honorable M. Jaurès n'a pas manqué de m'expliquer que, dans la société future, ce conflit n'existerait pas, et m'a indiqué à grands traits, comme il est de sa coutume, dans quelles conditions le conflit pourrait être apaisé. Je n'en disconviens pas, mais, comme il nous faut encore six mois pour connaître les conditions de la cité future (*Sourires*) je demande qu'aujourd'hui on me fournisse le moyen de résoudre le conflit dans les données qui me sont offertes par l'état social actuel. (*Applaudissements*)

J'ai cherché à me renseigner là-dessus, comme il était naturel, dans les manifestes électoraux du parti socialiste. J'ai ici un très grand nombre de manifestes – tous fort intéressants d'ailleurs, quelques-uns demandant des réformes que je serais prêt à faire miennes – mais je me suis adressé surtout au programme passe-partout du parti socialiste. Le parti socialiste a publié un programme à l'usage de tous ses candidats, il n'y a rien de plus naturel. Ce programme renferme deux ordres de considérations,

une affirmation de principe et un exposé des réformes immédiates que l'on peut, que l'on doit demander à cette législature.

Ici vous m'accorderez que je suis dans le plein du sujet ; l'assemblée est encore toute chaude des luttes électorales ; elle arrive, elle se réunit, elle délibère ; il est bon que chacun examine quelles discussions il a le devoir de porter d'abord à cette tribune.

Voici ce que je trouve dans ce manifeste. D'abord un exposé de doctrine : « Il n'est qu'un moyen de vous affranchir, c'est de substituer à la propriété capitaliste la propriété collective. » On ne déduit pas les conséquences de cette affirmation, on ne propose pas les moyens d'arriver à cette substitution. Mais au moins l'affirmation du principe est contenue dans la déclaration.

Quelles réformes vont découler de cette affirmation de principe ?

Les voici :

« Limitation à huit heures de la journée de travail.

« Extension du droit syndical à tous les employés de l'Etat, du département et de la commune.

« Assurance sociale contre tous les risques de chômage et de maladie.

« Impôts progressifs sur le revenu et sur les successions.

« Retour à la nation des monopoles dont le capital a fait ses plus hautes forteresses.

« Scrutin de liste avec représentation proportionnelle. »

**Charles Benoist**<sup>27</sup>. Cela c'est très bien. (*On rit*)

**Clemenceau.** Voilà un programme affreusement bourgeois, permettez-moi de le dire. (*Rires et applaudissements au centre et à gauche – Bruit à l'extrême gauche*) et lorsque M. Jaurès me demandait, après avoir exposé son programme, quel était le mien, j'ai eu quelque peine à résister à la tentation de lui répondre : « Mon programme, vous le connaissez bien, il est dans votre poche, vous me l'avez pris. » (*Applaudissements à gauche – Interruptions à l'extrême gauche*)

**Jaurès.** Très bien ! Nous en prenons acte !

27. Charles Benoist, alors député libéral et catholique (opposition de centre droit) de Paris, favorable à la représentation proportionnelle comme les socialistes.

**Clemenceau.** Quoi ! Vraiment ! Vous avez pris acte de ce que je suis partisan en principe de la journée de huit heures !

À l'extrême gauche. En principe !

**Clemenceau.** Naturellement, en principe. Je ne crois pas qu'aucun de vous puisse aujourd'hui courir le risque d'une catastrophe économique en faisant succéder brusquement la journée de huit heures à la journée de onze heures. Quant à moi, je n'y serais pas prêt, mais je suis prêt à m'orienter le plus tôt possible et même immédiatement vers ce résultat final, la journée de huit heures.

Vous prenez acte de ce que je suis partisan de l'impôt progressif sur le revenu. Mais, monsieur Jaurès, cette interruption m'étonne de votre part : en 1885, dans cette Chambre, vous avez voté contre l'impôt progressif sur le revenu (*Applaudissements et rires à gauche et au centre*) et c'est au nom de cette infaillibilité changeante que vous me reprochez d'être resté fidèle à toutes mes convictions ! (*Très bien ! Très bien ! sur les mêmes bancs*)

Vraiment, cela ne peut pas supporter l'examen.

Je dis donc que ce programme pratique est le nôtre ; je suis pour le retour à la nation des grands monopoles aujourd'hui détenus par l'industrie privée. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche*) [...]

Ceci dit je dois reconnaître que vous avez constitué une organisation devant le principe de laquelle mon esprit bourgeois reculerait. Je veux parler de ce qu'on a appelé l'unification. L'unification, à mes yeux, n'est pas autre chose qu'une sorte de catholicisation du socialisme. (*Applaudissements à gauche*) C'est la mainmise d'une oligarchie gouvernante sur la démocratie ouvrière en effort d'émancipation.

C'est le recommencement de l'ancien état d'esprit qui, pour assurer le triomphe de l'Évangile, a fait d'une parole de liberté le plus terrible instrument d'autorité contre la libre expansion de l'individu. (*Applaudissements sur les mêmes bancs*) [...]

Eh bien ! ce n'est pas seulement le pape du catholicisme qui a été vaincu aux dernières élections, c'est l'esprit d'oppression, l'esprit dogmatique, dans tous les ordres de

l'activité humaine. L'esprit dogmatique a été chassé du domaine purement intellectuel, ce n'est pas nous qui concourrons à le rétablir dans le domaine économique.

*(Applaudissements à gauche)*

Nous voulons en tout et partout la liberté...

Aynard<sup>28</sup>. Très bien !

Clemenceau ...et nous ne permettrons à aucune organisation de constituer une autorité qui, selon le mot d'Ernest Renan<sup>29</sup> que Gérault-Richard<sup>30</sup> rappelait fort à propos ce matin, nous mettrait dans le cas de penser par procuration. *(Applaudissements sur les mêmes bancs)* [...] Enfin, j'ai contre sa conclusion un argument *a priori* assurément, mais qui ne me paraît pas sans valeur : c'est qu'il nous apporte un absolu ; il supprime totalement la misère humaine, c'est beaucoup ; au-delà de son organisation, il semble que l'évolution de l'homme, l'évolution des sociétés

28. Edouard Aynard, député républicain libéral du Rhône, porte-parole du patronat lyonnais.

29. Ernest Renan (1823-1892), philosophe et historien des religions, est une référence majeure de la pensée laïque du XIX<sup>ème</sup> siècle.

30. Socialiste indépendant, directeur de *La Petite République*, très proche de Jaurès jusqu'en 1903.

humaines se soit arrêtée. Je suis en défiance contre un système qui ne laisse pas de place à l'évolution indéfinie de l'esprit humain. [...]

Vous vous facilitez trop la tâche. En admettant même que vos critiques soient fondées, que la société actuelle soit aussi mauvaise que vous le dites, et je ne suis pas de ceux qui prétendent qu'elle soit très bonne, vous le savez bien, en admettant encore que la société que vous avez conçue soit véritablement réalisable, vous avez seulement omis le point qui valait la peine d'être considéré : que nous n'avons pas seulement à choisir entre la société que vous nous promettez et la société actuelle. Il y a un nombre infini d'autres hypothèses ; tout à l'heure, quand je vous parlerai de projets d'ordre social que cette bourgeoisie républicaine tant incriminée a cependant fait aboutir, je vous montrerai sans peine que le régime social d'aujourd'hui n'est pas le régime social d'il y a vingt ans, et qu'il est même fondé sur des principes absolument différents.

Je ne peux donc pas admettre que vous nous donniez à choisir entre ces deux seulement et que vous terminiez en

nous disant : Prenez garde, si vous n'acceptez pas mon projet, c'est la faillite de l'esprit humain.

Monsieur Jaurès, il ne faut pas confondre la faillite de l'esprit humain avec la faillite de l'esprit de M. Jaurès. (*Applaudissements à gauche*) [...]

La vérité est qu'il faut distinguer, dans l'organisation sociale, deux choses : l'homme et le cadre. Il paraît plus simple de réformer théoriquement le cadre ; chacun s'en donne à plaisir. Mais si vous voulez bien considérer que le cadre de l'organisation sociale est et ne peut être que le produit de conceptions humaines successives, modifier arbitrairement l'organisation sociale sans s'inquiéter de savoir si l'homme est en état de s'y adapter, ne peut conduire qu'au désordre le plus caractérisé. (*Applaudissements à gauche*) Ainsi même pour ceux qui prétendent refaire l'organisation sociale, d'abord, tout ramène à la réforme primordiale de l'individu. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*) [...]

Si vous réformez l'individu, si vous vous attachez, je ne dis pas uniquement, mais principalement, à la réforme de la personnalité humaine, l'homme saura trouver de lui-

même le cadre d'organisation qui lui convient, sans s'inquiéter de vos théories, sans s'inquiéter des prophéties que vous avez faites et qui certainement ne pourront pas se réaliser parce que vous ne pouvez pas, à moins d'être une divinité vous-même, prévoir le résultat de l'évolution humaine. (*Applaudissements*)

[...] En tout cas, vos conceptions pèchent fatalement en un point, c'est que l'homme dont vous aurez besoin pour la réalisation de votre société future n'existe pas encore, même si vos théories doivent se réaliser ; et quand cet homme existera, s'il doit exister jamais, il fera l'emploi de son intelligence à sa guise, sans s'occuper du chemin que vous prétendez lui tracer. Vous prétendez fabriquer directement l'avenir ; nous fabriquons, nous, l'homme qui fabriquera l'avenir et nous accomplissons ainsi un prodige beaucoup plus grand que le vôtre. Nous ne fabriquons pas un homme tout exprès pour notre cité, nous prenons l'homme tel qu'il se présente, encore imparfaitement dégrossi de ses cavernes primitives, dans sa cruauté, dans sa bonté, dans son égoïsme, dans son altruisme, dans sa pitié des maux qu'il endure et des maux qu'il fait subir lui-

même à ses semblables. (*Très bien ! Très bien ! à gauche*) Nous le prenons faillible, contradictoire, tâtonnant vers il ne sait quoi de meilleur, et nous l'éclairons, et nous le grandissons, et nous l'atténuons dans le mal, et nous le fortifions dans le bien, et nous le libérons, et nous le justifions et, parti du régime bestial de la force, nous le conduisons vers une approximation de plus en plus grande d'une justice supérieure. (*Vifs applaudissements à gauche et sur divers bancs au centre*) Et chaque jour, c'est un peu plus de désintéressement, un peu plus de noblesse, de bonté, de beauté, une puissance nouvelle sur lui-même et sur le monde extérieur. (*Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs*) C'est notre idéal à nous, magnifier l'homme, la réalité plutôt que le rêve, tandis que vous vous enfermez, et tout l'homme avec vous, dans l'étroit domaine d'un absolutisme collectif anonyme. Nous mettons notre idéal dans la beauté de l'individualisme, dans la splendeur de l'épanouissement de l'individu au sein d'une société qui ne le règle que pour le mieux développer. [...]

Vous nous dites que quand les ouvriers seront assez éclairés et assez disciplinés, ils feront le régime collectiviste.

C'est possible ; ils en feront peut-être un autre ; en tout cas, nous n'y serons pas, et ils feront le régime qu'il leur plaira. Le plus sûr, c'est de nous mettre d'accord pour les éclairer, pour les éduquer, pour les discipliner. (*Applaudissements à gauche*)

J'ai d'ailleurs une autre autorité à citer qui n'est pas moindre, permettez-moi même de vous dire qu'elle est peut-être plus haute encore que la vôtre, c'est celle d'un homme que vous connaissez bien, M. Eduard Bernstein<sup>31</sup>.

M. Eduard Bernstein, dans un livre intitulé *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, a écrit ce qui suit :

« Ce que la social-démocratie aura pendant longtemps encore à faire, au lieu de spéculer sur la grande catastrophe – la grande catastrophe de Karl Marx, la révolution – c'est d'organiser politiquement, et de préparer pour la démocratie la classe ouvrière et de lutter pour toutes les réformes dans l'Etat propres à relever la classe ouvrière et

31. Eduard Bernstein (1850-1932), dirigeant du SPD allemand qui préconise une « révision » du marxisme. Cf. Emmanuel Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Eduard Bernstein à Albert Thomas (1896-1904)*, L'Harmattan, 2007, coll. « Le poing et les roses ».

à transformer l'institution de l'Etat dans un sens démocratique... » (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*)

Il n'y a rien là qui ne soit simplement un exposé de la doctrine républicaine.

« ...Et comme je suis absolument convaincu qu'il est impossible de sauter des périodes importantes dans l'évolution des peuples, j'attache la plus grande signification au devoir présent de la social-démocratie, à la lutte pour les droits politiques des ouvriers, à l'activité politique des ouvriers dans l'intérêt de leur classe ainsi qu'à l'œuvre de leur organisation économique. C'est en ce sens que j'ai écrit à un moment donné que pour moi le mouvement était tout, et que ce qu'on appelle habituellement le but final du socialisme n'était rien. » (*Mouvements divers*)

Nous voici pleinement d'accord. (*On rit*) Le but final du socialisme n'est rien, et le mouvement dans la direction d'une justice sociale est tout. (*Applaudissements à gauche*) C'est un des vôtres qui le dit. Eh bien, c'est le programme du parti radical, et je crois pouvoir dire que c'est le programme même du Gouvernement. (*Très bien ! Très bien ! à gauche*)

Varenne<sup>32</sup>. Encore faut-il avoir une direction.

Jaurès. Messieurs, je monte à cette tribune tout hérissé des flèches qu'une main habile et toujours jeune m'a décochées. Je n'essaierai pas de les arracher de moi et de les retourner à mon redoutable contradicteur. D'abord, à ce jeu des polémiques et des épigrammes, je serais sans doute vaincu. Puis, j'ai un souci plus haut que notre controverse : c'est de dégager, moi aussi, les conditions dans lesquelles pourra s'exercer ici une action républicaine de réformes sociales.

Cette œuvre de réformes, nous sommes prêts à la pousser avec vous. Tout à l'heure, M. le ministre de l'intérieur s'est trompé ; il a mal interprété mes paroles quand il a prétendu que j'avais accusé de stérilité tout l'effort républicain depuis trente-quatre ans. C'est le contraire de ma pensée.

Clemenceau. Lisez le *Journal officiel* !

---

<sup>32</sup> Alexandre Varenne, député socialiste SFIO du Puy-de-Dôme, fondateur du quotidien *La Montagne*.

Jaurès. C'est le contraire de ce que j'ai toujours dit. J'ai dit ici, l'autre jour, analysant la répartition des propriétés dans ce pays, que quels qu'aient été les efforts accomplis, la force du système capitaliste avait prévalu contre eux, en ce sens qu'une minorité, qui n'est pas toujours productive, détient les deux tiers du capital national, et qu'une grosse part du peuple français, composée de ceux-là mêmes qui tous les jours, produisent et peinent, n'a aucune parcelle de patrimoine. Voilà ce que j'ai dit.

Mais je suis bien loin de contester que la République, par l'effet de la démocratie, sous l'effort grandissant de la classe ouvrière, ait commencé une œuvre de réforme. Bien loin de nier cette œuvre de réformes je m'en sers tous les jours, messieurs, dans mon œuvre de propagande devant le prolétariat pour lui enseigner l'espérance, car un des principaux obstacles au progrès social, c'est l'esprit d'inertie, c'est l'esprit de découragement d'une trop grande partie des exploités eux-mêmes. Ils sont toujours tentés de dire : « A quoi bon ? Nous n'arriverons jamais à secouer le fardeau ! » Et nous, socialistes, pour les réveiller à l'action et à l'espérance, nous leur disons : voyez, au

contraire : bien des choses ont été faites depuis trente ans, que les privilégiés déclaraient impossibles, irréalisables ; d'autres se feront encore. Mais il faut savoir, messieurs, dans quelles conditions et par quels moyens. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*) [...]

Et tandis que nous concevons précisément le progrès humain comme une évolution, vous nous accusez de nier le progrès !

Non, parce que nous disons : maintenant les fruits sont mûrs, et l'heure est venue de les cueillir, nous ne méprisons pas la fleur et nous ne détruisons pas la racine. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

C'est vous, monsieur le ministre, vous l'homme de science qui êtes singulièrement étranger à l'idée d'évolution ; je ne connais pas de philosophie de l'histoire plus contraire à l'idée d'évolution que celle que vous avez esquissée à cette tribune pour nous combattre. Quoi ! Le christianisme même n'est que pure faillite, il n'a fait que reproduire sous des formes nouvelles toute la brutalité des temps antiques ! Quoi ! Les idéalistes de 1848 que vous avez confondus en une même ironie, et les Pierre



Leroux, et les Louis Blanc, et les Proudhon, et les Fourier avant eux, quoi !, ils n'ont laissé aucune trace dans l'histoire et dans la réalité ! Mais tout le mouvement de nos idées, de nos passions, de nos controverses est sorti de leurs affirmations. (*Applaudissements à l'extrême gauche*) Ce sont eux qui dominent encore aujourd'hui nos controverses. Quand vous nous faites grief de chercher à concevoir un mécanisme social nouveau, un milieu social nouveau où les facultés humaines pourront se développer plus largement et plus harmonieusement, vous nous dites : il n'y a qu'une force vivante, c'est l'individu ; il n'y a qu'un moyen de réformer les sociétés humaines, c'est de réformer les individus ; la réforme morale des individus est l'alpha et l'oméga de la réforme sociale. Quoi donc ! C'est vous, encore une fois, homme de science, c'est vous médecin, c'est vous, comme vous disiez l'autre jour, vieux carabin, qui isolez l'organisme individuel du milieu social ? (*Applaudissements à l'extrême gauche*) Mais c'est vous qui proclamez la plus étrange, la plus chimérique des abstractions ? Il y a de l'individu au milieu et du milieu à l'individu une

action et une réaction dont la loi constitue le progrès humain.

**Clemenceau.** Oui, mais c'est l'individu qui fait le milieu.

**Jaurès.** Et c'est le milieu qui fait l'individu. [...] Je dis que vous dressez contre nous une abstraction singulière, celle de l'individualisme absolu.

**Clemenceau.** Mais non.

**Jaurès.** Oui, l'individu agit sur le milieu, mais le milieu détermine aussi les limites, les moyens d'action des individus et les invite, les oblige, s'ils veulent vivre, à se transformer. Votre doctrine de l'individualisme absolu, votre doctrine qui prétend que la réforme sociale est contenue tout entière dans la réforme morale des individus, c'est, laissez-moi vous le dire, la négation de tous les vastes mouvements de progrès qui ont déterminé l'histoire, c'est la négation de la Révolution française elle-même. (*Applaudissements à l'extrême gauche*) [...]

Vous m'avez demandé, par une interrogation pressante : « Mais vous, que feriez-vous, – un malheur est bien vite arrivé ! – si vous étiez un jour ministre de l'intérieur ? ».

Je souhaite, monsieur le ministre de l'intérieur, si je le suis à mon tour, d'y avoir la même verdure d'esprit que vous ; mais je souhaite en même temps que les événements me permettent de mieux harmoniser mon action avec la volonté persévérante de ma vie.

Vous m'avez demandé : que feriez-vous ? Tolérez-vous que les maisons des ouvriers soient pillées ? Que les personnes soient brutalisées ? Et vous m'avez reproché de ne pas vous avoir aidé de mon autorité – grande ou petite, peu importe – auprès de la classe ouvrière pour assurer dans les événements de Lens, dans les événements du 1<sup>er</sup> mai, le maintien de l'ordre légal.

Vous vous trompez ; j'y ai fait ce que j'ai pu. De même que j'estime que l'œuvre de réforme est nécessaire et que c'est en améliorant peu à peu, par la loi, la condition des prolétaires que nous les rendrons capables d'assumer la charge et la gestion de l'ordre coopératif nouveau, de même, messieurs, je déplore toute tentative qui est faite

dans la démocratie pour écarter, pour détourner la classe ouvrière des moyens légaux.

J'estime que son action légale aujourd'hui peut être plus puissante et plus efficace qu'une action convulsive. (*Applaudissements à l'extrême gauche*) [...]

Nous voulons demander à la classe ouvrière de s'organiser légalement pour échapper à toute tentation et à toute possibilité de violence ; mais, monsieur le ministre de l'intérieur, nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas être les dupes de l'hypocrisie sociale des classes dirigeantes. (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche*)

**Charles Benoist.** Qu'est-ce que les classes dirigeantes ?

**Jaurès.** Ce qu'elles entendent par le maintien de l'ordre, c'est seulement le maintien de l'ordre... (*Très bien ! Très bien ! sur les mêmes bancs*)... ce qu'elles entendent par la répression de la violence, c'est la répression de tous les écarts, de tous les excès de la force ouvrière ; c'est aussi, sous prétexte d'en réprimer les écarts, de réprimer la force ouvrière elle-même et de laisser le champ libre à la

seule violence patronale. (*Applaudissements à l'extrême gauche – Interruptions au centre et à gauche*)

Ah ! Messieurs, quand on fait le bilan des grèves, quand on fait le bilan des conflits sociaux, on oublie étrangement l'opposition de sens qui est dans les mêmes mots pour la classe patronale et pour la classe ouvrière. Ah ! Les conditions de la lutte sont terriblement difficiles pour les ouvriers ! La violence, pour eux, c'est chose visible...

Clemenceau. Fressenneville<sup>33</sup> se voit, ce n'est pas un écart de langage, cela !

Jaurès. Oui, monsieur le ministre ; la violence, c'est chose grossière...

Clemenceau. Cependant elle ne vous frappe pas !

Jaurès. ... palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il

33. Fressenneville dans le Vimeu est marquée en avril 1906 par un conflit social très violent après le licenciement d'ouvriers dans une usine de serrurerie. Les grévistes pillent et incendient le château du propriétaire.

est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges.

Le propre de l'action ouvrière dans ce conflit, lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connue des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. Cela ne fait pas de bruit ; c'est le travail meurtrier de la machine qui, dans son engrenage, dans ses laminoirs, dans ses courroies, a pris l'homme palpitant et criant, la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie. (*Applaudissements prolongés à l'extrême gauche*)

La même opposition, elle éclate dans la recherche des responsabilités. De même que l'acte de la violence ouvrière est brutal, il est facile au juge, avec quelques témoins, de le constater, de le frapper, de le punir ; et voilà pourquoi toute la période des grèves s'accompagne automatiquement de condamnations multipliées.

Quand il s'agit de la responsabilité patronale – ah ! laissez-moi dire toute ma pensée, je n'accuse pas les juges, je n'accuse pas les enquêteurs, je n'accuse pas, parce que je n'ai pas pu pénétrer jusqu'au fond du problème, je n'accuse pas ceux qui ont été chargés d'enquêter sur les responsabilités de Courrières, et je veux même dire ceci, c'est que quel que soit leur esprit d'équité, même s'ils avaient le courage de convenir que de grands patrons, que les ingénieurs des grands patrons peuvent être exactement comme des délinquants comme les ouvriers traînés par charrettes devant les tribunaux correctionnels, même s'ils avaient ce courage, ils se trouveraient encore devant une difficulté plus grande, parce que les responsabilités du capital anonyme qui dirige, si elles sont évidentes dans l'ensemble, elles s'enveloppent dans le détail de compli-

cations, de subtilités d'évasion qui peuvent dérouter la justice. Tel ingénieur peut dire : « Oui, on est descendu dans la mine quoique l'incendie fût déjà déclaré, mais en vertu des recherches chimiques et théoriques antérieures il n'y avait pas le péril qui n'a été révélé qu'après, par l'événement. »

Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. (*Applaudissements à l'extrême gauche*)

Vous me disiez, monsieur le ministre, que nous vous accusions d'avoir caché un cadavre ; non, nous ne vous avons pas accusé d'avoir caché un cadavre, mais il y a 1 400 cadavres que la société capitaliste est en train de cacher ! (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*)

Elle est en train de les cacher ; vous n'êtes pas sûr vous-même de pouvoir faire la lumière, vous n'êtes pas sûr de pouvoir dégager les responsabilités. Ce fait monstrueux persiste, qu'il suffisait de suspendre pendant quelques

jours, jusqu'à l'exploration de l'incendie, la descente dans la mine, et qu'on y a pas pensé ou qu'on ne l'a pas voulu, et que dans cette erreur, dans cette étourderie, dans cette avidité, 1 400 existences humaines sont ensevelies ! Et vos juges cherchent ! Vos enquêteurs tâtonnent ! Il n'y a que les ouvriers pour lesquels il n'y ait ni recherches, ni tâtonnements : eux, ils sont traînés devant les juges et condamnés ! (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*) [...] Je dis que toutes les fois qu'avec cette admirable vigueur de dialecticien et de polémiste vous avez pris à partie le socialisme et les socialistes, quand vous avez été jusqu'à dire à cette tribune que vous vouliez être contre eux, contre nous, les défenseurs de la classe ouvrière, je dis qu'à ce moment, dans la manifestation qui visait droit et au cœur le socialisme même, vous avez été soutenu par la droite.

**Clemenceau.** Vous n'êtes pas le socialisme à vous tout seul.

**Jaurès.** Ne jouez pas sur les mots. Il y a ici un parti socialiste.

**Clemenceau.** Il y a des socialistes en dehors de ce parti. Vous n'êtes pas le bon Dieu. (*On rit*)

**Jaurès.** Vous, monsieur le ministre, vous n'êtes même pas le diable. (*Rires*)

**Clemenceau.** Vous n'en savez rien. [...]

**Jaurès.** Car il faut qu'il y ait ici précision et clarté. Il faut que nous sachions où nous allons et avec qui nous allons ; il faut que nous sachions quel est le programme du Gouvernement et quel est le Gouvernement ! Il faut que nous sachions si le commentaire de M. Clemenceau est l'équivalent du texte. C'est là ce qu'il faut dire.

Eh bien ! Quand je lis la déclaration, il ne me semble pas qu'elle ait cet élan vers les hauteurs que M. Clemenceau a essayé de lui communiquer. Il m'a raillé de mes palais somptueux de féerie, et il s'est offert, lui, à bâtir, pierre à pierre, la cathédrale. Il a annoncé que cette cathédrale républicaine jetterait sa flèche dans l'avenir, quand mes palais de féerie seraient dissipés.

Eh bien ! Qu'il me permette de le lui dire, sans être irrévérencieux pour les hommes et pour les choses, à l'heure où je parle, il me semble que la cathédrale ministérielle manque un peu de flèche. (*Applaudissements à l'extrême gauche – On rit*)

Oui, je voudrais qu'on nous apportât un plan d'architecture un peu plus précis et un peu plus hardi. Si l'on est d'accord jusqu'au fond ou jusqu'au sommet des choses, qu'on le dise, et si, par des transactions incertaines et grâsâtres, on a simplement réservé les possibilités d'un avenir prochain, qu'on ne fasse pas perdre à la démocratie, à cette Chambre, les premiers mois, les mois décisifs, les mois où se forme la puissance d'action. Prenez garde ! Si vous attendez, vous laisserez passer l'heure du flot.

Et quant à nous, dont vous avez tenté de mettre en cause la responsabilité pour toutes les réformes, vous aurez notre concours non seulement – vous m'entendez – pour leur actif, mais pour leur passif. (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*) Mais nous les réaliserons sans accepter d'autres conditions que celles de notre propre conscience et de notre propre parti. (*Applaudissements à l'extrême gauche*) [...]

En refusant l'ensemble d'un budget qui, par la nécessité et le vice du système social d'aujourd'hui, est dévoré, pour plus des deux tiers, par des dépenses qui ne vont pas au travail (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*), nous voulons protester contre une société inique dont ce budget est l'emblème. (*Applaudissements à l'extrême gauche – Exclamations à gauche et au centre*) C'est pour cela que nous refusons le vote, mais jamais – vous m'entendez – quand vous aurez à faire aboutir des réformes précises et quand vous vous procurerez les ressources nécessaires à ces réformes – assurance sociale contre le chômage, assurance sociale contre la vieillesse par des impôts en conformité avec l'idéal démocratique et social qui est le nôtre et qui est celui d'une grande partie d'entre vous –, jamais nous n'y faillirons et ne cherchez pas d'avance, en nous imposant arbitrairement et orgueilleusement des conditions pour nous inacceptables, n'essayez pas de déplacer les responsabilités. (*Exclamations et mouvements divers à gauche et au centre*)

Personne ne peut échapper à sa part de responsabilité, et si nous faisons échouer, par un parti pris d'intransigeance

ou par un formalisme quelconque, une réforme prête à aboutir, c'est sur nous que vous auriez le droit d'en faire porter la responsabilité. Jusque-là, nous sommes juges de nos moyens d'action et de notre tactique, et je ne vous dis qu'une chose : c'est que, républicains aussi passionnément que socialistes...

Edouard Vaillant. Très bien !

Jaurès. ...réformateurs et réalistes aussi profondément par notre méthode que nous sommes révolutionnaires par notre objet, qui est la transformation totale de la société (*Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche*), nous nous associerons pleinement à tout effort de réforme, à condition qu'il soit sérieux, qu'il soit efficace, qu'il ne soit pas un trompe-l'œil, mais qu'il soit une réalité : c'est à vous à décider. (*Vifs applaudissements à l'extrême gauche*)

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-003-8

© EDITIONS FONDATION JEAN JAURES  
12 CITE MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW  
REALISATION : REFLETSGRAPHICS



Gilles Candar  
Manuel Valls

## La gauche et le pouvoir

« Pour bien se comprendre, il faut d'abord se cogner un peu... »

Jean Jaurès, *La Dépêche*, 14 octobre 1888

En 1906, la gauche est confirmée par les élections.

Le radical Clemenceau, ministre de l'Intérieur, et le socialiste Jaurès s'affrontent alors à la Chambre, sur le passé – Jaurès reproche à Clemenceau la manière dont il a géré les grèves ouvrières – et sur l'avenir – Clemenceau fait à Jaurès un procès en naïveté politique.

Un siècle plus tard, l'historien Gilles Candar et Manuel Valls, député-maire d'Evry, ont ravivé dans un échange de vues que nous reproduisons ici les cendres de ce débat inextinguible : comment et pourquoi la gauche doit-elle exercer le pouvoir ?

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

ISBN : 978-2-36244-003-8

6 €